

**COUR D'APPEL DE MONTPELLIER**  
**TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE MONTPELLIER**

**LE JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION**

**Cabinet de Philippe TREMBLAY**

**3EME  
PROLONGATION  
PAS DE BREF DELAI**

**Dossier n° N° RG 19/01115 - N° Portalis DBYB-W-B7D-MH4T**  
**Minute n° : 19/00329**

<b>ORDONNANCE STATUANT SUR UNE TROISIÈME DEMANDE DE PROLONGATION D'UNE MESURE DE RETENTION ADMINISTRATIVE</b>
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Article L.552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

**Le 02 Septembre 2019 à 10h04**

Nous, Philippe TREMBLAY, juge des libertés et de la détention au tribunal de grande instance de Montpellier, étant en audience publique, assisté de Julie SCHMITT, greffier ;

Vu les articles L.552-1 à L.552-6, et R.552-1 à R.552-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Vu l'arrêté portant obligation de quitter le territoire français émis par le préfet de Pyrénées Orientales le 7 juin 2019 à l'encontre de **Mamadou** ;

Vu la décision de placement en rétention administrative au centre de rétention de Sète prise par **M. LE PREFET DE L'HERAULT** le 02 Juillet 2019 à l'encontre de :

notifiée à l'intéressé le 02 Juillet 2019 à 17h10 ;

Vu l'ordonnance rendue le 5 juillet 2019 par le juge des libertés et de la détention du tribunal de grande instance de Montpellier prolongeant la rétention administrative de l'intéressé pour une première durée de vingt-huit jours ;

Vu l'ordonnance rendue le 1er août 2019 par le juge des libertés et de la détention du Tribunal de Grande Instance de Montpellier, prolongeant la rétention administrative de l'intéressé par une deuxième durée de **trente jours** confirmée par ordonnance de la Cour d'Appel de Montpellier le 2 août 2019 ;

Vu la requête de l'autorité administrative en date du 31 Août 2019 reçue et enregistrée au greffe du juge des libertés et de la détention le 31 Août 2019 à 13h52 tendant à la prolongation de la rétention de **M.** dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pour une durée supplémentaire de **quinze jours** ;

Vu l'extrait individualisé du registre prévu à l'article L.553-1 du CESEDA émargé par l'intéressé ;

Monsieur le préfet, Monsieur le procureur de la République près le tribunal de notre siège et le retenu ont été avisés, dès réception de la requête, de la date et de l'heure de la présente audience par le greffier ;

En l'absence de Monsieur le procureur de la République ;

En présence de **M. LE PREFET DE L'HERAULT**, représenté par Monsieur HANQUEZ, dûment habilité ;

~~M. [nom] [prénom] [nom]~~, présent à l'audience et informé de son droit à l'assistance d'un avocat de son choix ou commis d'office, déclare : je souhaite être assisté d'un avocat commis d'office.

Me Adeline BALESTIE, avocat, est informé par nos soins sans délai et nous fait connaître qu'il assistera l'intéressé. L'avocat a pu consulter la procédure et s'est entretenu librement avec son client.

L'intéressé est informé qu'il peut lui-même consulter la procédure, et éventuellement être assisté par un interprète s'il ne connaît pas suffisamment la langue française.

### **DÉROULEMENT DES DÉBATS**

A l'audience publique, le juge des libertés et de la détention a procédé au rappel de l'identité des parties ;

**L'avocat du retenu est entendu au soutien de ses conclusions** : il n'y a aucune perspective d'éloignement à bref délai.

**Le représentant de l'administration est entendu en ses observations sur le fond** : on a aucun retour du consulat. Je n'ai pas d'autres éléments.

~~M. [nom] [prénom] [nom]~~ n'a pas fait d'observations.

### **MOTIFS DE LA DÉCISION**

L'article L552-7 alinéa 5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile dispose qu'avant l'expiration de la nouvelle période d'une durée maximale de trente jours, le juge compétent peut, à titre exceptionnel, être à nouveau saisi lorsque la mesure d'éloignement n'a pu être exécutée en raison du défaut de délivrance des documents de voyage par le consulat dont relève l'intéressé et qu'il est établi par l'autorité administrative compétente que cette délivrance doit intervenir à bref délai.

L'avocate de l'intéressé indique qu'il n'est pas établi par l'autorité administrative compétente que cette délivrance doit intervenir à bref délai.

La saisine indique, en effet : "Le 1<sup>er</sup> août 2019, vous autorisez la prolongation de rétention de [nom], pour une durée de 30 jours à compter du 1<sup>er</sup> août 2019, jusqu'au 31 août 2019, décision confirmée par la cour d'appel le 2 août 2019. Le 9 août 2019, je relance par mail les autorités sénégalaises. Le 19 août 2019, je saisis la direction générale des étrangers en France (DGEF), d'une demande d'aide à l'identification de l'intéressé. Je suis dans l'attente d'une réponse. Le 27 août 2019, je relance par mail les autorités sénégalaises. **Je suis dans l'attente d'une réponse.** Le 28 août 2019, je présente l'intéressé à la borne EURODAC pour vérifier s'il aurait fait une demande d'asile dans un pays état membre de l'union européenne. Il s'avère qu'il est inconnu. La mesure d'éloignement n'ayant pu être exécutée en raison de l'absence laissez-passer consulaire, et ce, malgré les diligences de l'administration, je vous saurais gré, conformément à l'article L552-7 alinéa 5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile de bien vouloir autoriser la prorogation du maintien de la rétention administrative de **Monsieur [nom]** **au centre**

de Sète, pour une durée de 15 jours supplémentaires à compter du 31 août 2019, soit jusqu'au 15 septembre 2019".

Il en résulte qu'il n'est pas établi par l'autorité administrative compétente que cette délivrance doit intervenir à bref délai.

Il convient, par conséquent, de rejeter la requête en prolongation de la rétention administrative.

### PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement en premier ressort, par décision assortie de l'exécution provisoire,

**DÉCLARONS** la procédure irrégulière ;

**REJETONS** la requête en prolongation de la rétention administrative de **M. LE PREFET DE L'HERAULT** ;

**DISONS** que la présente ordonnance sera immédiatement notifiée au procureur de la République et que \_\_\_\_\_ est maintenu à la disposition de la justice pendant un délai de dix heures à compter de la notification de la présente ordonnance au procureur de la République ;

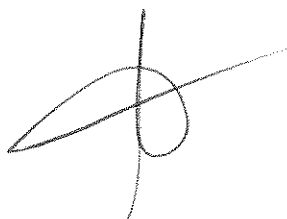
**INFORMONS** \_\_\_\_\_ que durant cette période, il peut, s'il le souhaite, contacter son avocat et un tiers, rencontrer un médecin et s'alimenter.

**INFORMONS** les parties qu'elles peuvent interjeter appel de la présente ordonnance devant le Premier président de la cour d'Appel de Montpellier ou son délégué, dans les 24 heures de son prononcé, par déclaration motivée faite ou remise par tous moyens au greffe de la cour d'Appel de Montpellier et leur donnons connaissance des modalités selon lesquelles ce recours peut être exercé ;

**INDIQUONS** que seul l'appel formé par le ministère public peut être déclaré suspensif par le Premier président de la cour d'Appel ou son délégué.

Ainsi prononcé en audience publique le 02 Septembre 2019 à 11 h 02.

Le greffier,



Le juge des libertés et de la détention,



**Reçu notification et copie de la présente ordonnance le 02 Septembre 2019 :**

L'intéressé,

~~L'interprète,~~

L'avocat du retenu,  
*par courriel*

Le représentant du préfet,  
*par courriel*

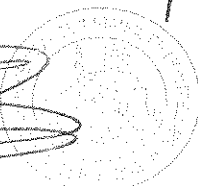
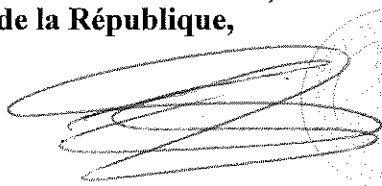


Notification de la présente ordonnance est faite à Monsieur le procureur de la République le 02  
Septembre 2019 à *11 h 29*  
Le greffier,

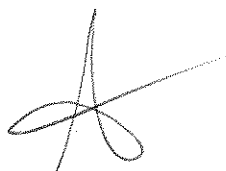


Stéphane DERES  
VICE-PROCUREUR

Nous, *Stéphane DERES*, déclarons *ne pas* interjeter appel de la présente décision,  
Le procureur de la République,



Constatons que le 02 Septembre 2019 à *11 h 57*, le procureur de la République n'a *pas*  
interjeté appel de la présente décision,  
Le greffier,



Adeline BALESTIE  
AVOCATE  
1280 Avenue des Platanes  
Future Building 1  
34970 LATTES

Conclusions de nullité

POUR \_\_\_\_\_, né le 31/12/1996 à Diourbel SENEGAL, de nationalité sénégalaise, demeurant au CRA de SETE

CONTRE PREFET DE L HERAULT

1 – Sur l'absence de perspective de renvoi à bref délai.

Il ressort des pièces de la requête qu'il s'agit de la 3ème demande de prolongation. Les autorités sénégalaises disposent de la copie intégrale du passeport depuis le 3/07/2019.

Or il n'y a pas aucune perspective d'éloignement à bref délai en violation de l'article L 552-7 du CESEDA et de la jurisprudence constante JLD MTP 3/05/2019 n°19/564 et JLD MTP 2/05/2019 n°19-554.

PAR CES MOTIFS

Rejeter la demande de prolongation  
Ordonner la remise en liberté de

Fait à Montpellier le 01/09/2019  
Adeline BALESTIE

